FRÉGAULT, Guy, *La société canadienne sous le régime français*. In-12, 16 p. Société historique canadienne, no 3. Ottawa, 1954.

Émile Chartier

Volume 8, numéro 3, décembre 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301672ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301672ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chartier, É. (1954). Compte rendu de [FRÉGAULT, Guy, *La société canadienne sous le régime français*. In-12, 16 p. Société historique canadienne, no 3. Ottawa, 1954.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 8(3), 446–447.
<https://doi.org/10.7202/301672ar>

DEUX BROCHURES SOLIDES :

- I. — FRÉGAULT, Guy, *La société canadienne sous le régime français*. In-12, 16 pages. Société historique canadienne, no 3. Ottawa, 1954.

On a tôt fait d'établir la distinction entre l'historien véritable et l'historien de fortune. Celui-ci, partant trop souvent d'une thèse préconçue, se voit contraint parfois de plier les faits à sa démonstration, comme pour en voiler la précarité. Le premier, entassant d'abord événements et dates de plus en plus objectifs, ou bien laisse à son lecteur le soin de tirer la conclusion ou bien se contente de la lui insinuer.

C'est ce que fait ici M. Guy Frégault. Après avoir accumulé les dates et les faits les plus apodictiques, il glisse tout au bout cette simple réflexion : "L'évolution sociale décrite dans les pages qui précèdent n'est pas conforme à celle que retracent la plupart des historiens du Canada. La cause en est que la majorité de ceux-ci n'ont vu les Canadiens d'avant la défaite qu'à travers les générations qui, depuis 1760, ont survécu dans une société brisée par la défaite. Ils ont lu l'histoire à reculons. Seule, cette méthode contestable leur a permis de conclure que, sous le régime français, les principaux facteurs qui conditionnaient la société canadienne... (c'était) les paisibles travaux de la campagne."

De cette méprise dans l'interprétation de nos origines historiques l'une des pires conséquences, parmi d'autres, fut certainement celle-ci : le "grand

dérangement" qui, entre 1848 et 1880, draina une forte partie de notre population rurale vers les centres industriels de la république voisine. Tout en reconnaissant les efforts de reconstruction mis en oeuvre par l'énergique Mgr Bourget, soutenu par les objurgations violentes de Louis-Joseph Papi-neau, et les strophes larmoyantes (*Emigration*) de la lyre de Crémazie, l'abbé Groulx a montré, dans une conférence célèbre, le marasme où cette aventure désastreuse avait plongé notre classe moyenne.

Forcerions-nous la pensée de M. Frégault en insinuant que sa réflexion finale comporte une conclusion implicite ? Ce serait celle-ci : nous ne contredirions pas notre vocation originelle si, sans négliger la culture du sol, nous poussions nos adolescents dans le grand courant d'industrialisation, dans le courant commercial donc, qui déferle présentement sur le pays tout entier, sur la province en majorité française en particulier.

Cette déduction, si elle est juste, ce ne sont pas en tout cas les gens de l'Estrée qui y contrediront. Depuis près de quinze ans, ils s'évertuent à multiplier, dans leur capitale régionale entre autres, les institutions qui permettront à leur jeunesse d'envahir un domaine que nos émules ont accaparé, à la faveur de notre insouciance nationale : Ecoles techniques, d'arts et métiers, d'apprentissage, Ecole de génie et Ecole moyenne de commerce. Et voici qu'ils viennent de mettre sur pied des Facultés de science pure, de sciences expérimentales et de haut commerce.

Ces gens-là du moins sauront gré à M. Frégault d'avoir assis leurs entreprises sur le roc solide de la véritable histoire. Il approuve ainsi leur ambition, celle "dont on ne parle jamais en y pensant toujours". On n'a, pour la connaître, qu'à relire, dans l'Acte de l'Am.N.B., l'in vraisemblable clause 50 et son nom moins invraisemblable appendice (on disait alors cédule).

Emile CHARTIER, P.D.